

Suède

Après avoir stagné en 2023, le PIB devrait croître au rythme de 0.6 % en 2024 et 2.6 % en 2025. L'inflation devrait converger rapidement vers son objectif. L'activité économique devrait rester atone à court terme, mais la consommation privée redémarrera progressivement en 2024 et 2025, tirée par la hausse des revenus réels, le fléchissement des coûts de service de la dette et l'amélioration du marché du travail. L'assouplissement graduel des conditions de crédit, la diminution des coûts de construction et l'embellie de la demande extérieure porteront les investissements privés.

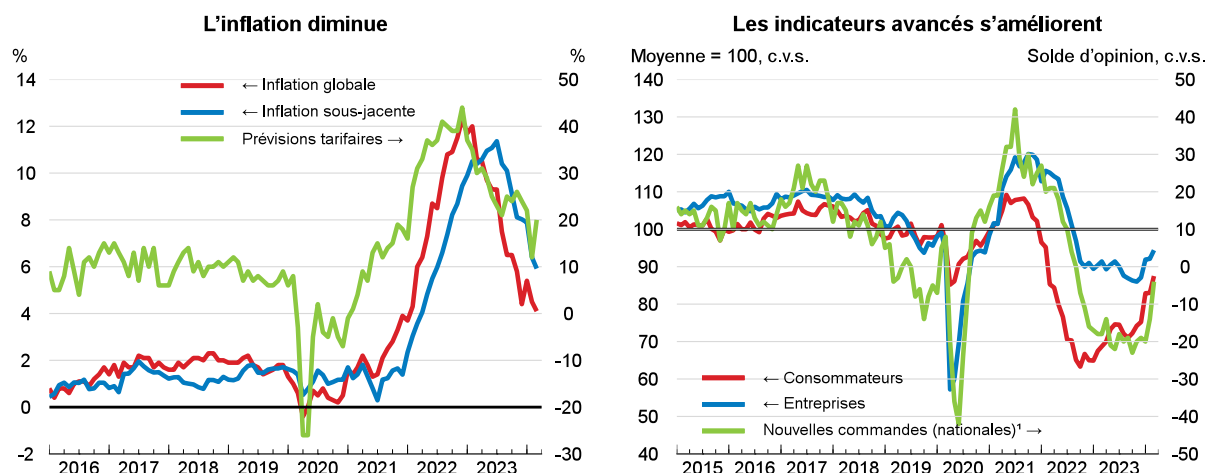
Parallèlement au recul de l'inflation, il faudrait abaisser les taux directeurs pour ne pas risquer de voir l'inflation passer en deçà de l'objectif retenu et d'amputer indûment la demande. Le passage progressif, pendant la période visée par les projections, à une orientation budgétaire légèrement restrictive contribuera également à la désinflation. Dans le contexte du vieillissement démographique, il faudrait mobiliser les ressources de main-d'œuvre sous-utilisées, en particulier les travailleurs peu qualifiés, les seniors et les personnes nées à l'étranger. Une réforme de la fiscalité, notamment l'alignement des impôts sur le patrimoine sur les valeurs de marché et la suppression progressive des déductions des intérêts d'emprunts immobiliers, renforcerait l'efficacité et l'équité.

La croissance économique reste atone

L'économie a stagné en 2023, la croissance ayant progressé au premier trimestre avant de se contracter pendant les trois suivants. Des indicateurs mensuels récents, en particulier le PIB, la production industrielle et les ventes au détail, suggèrent que l'activité économique était encore faible au début de 2024. Les taux d'intérêt élevés et la faible hausse des salaires réels continuent de freiner la consommation privée. L'activité de construction reste peu dynamique, sur fond de coûts élevés dans la construction et de morosité du marché du logement, malgré certains éléments évoquant une stabilisation des prix des logements. Le marché du travail continue de se dégrader, avec une augmentation du nombre de nouveaux chômeurs inscrits et un recul de l'emploi. Toutefois, les indicateurs prospectifs, notamment ceux portant sur la confiance des entreprises et des consommateurs ainsi que sur les nouvelles commandes, ont légèrement augmenté dans un contexte de freinage des prix. L'inflation globale et l'inflation sous-jacente reculent, grâce à la décline des prix de l'énergie et des produits de base. Les politiques tarifaires des entreprises laissent penser que la désinflation va se poursuivre. Les anticipations d'inflation restent basses et stables, et proches de l'objectif de 2 % à un horizon de cinq ans.

La faiblesse de la demande chez les principaux partenaires commerciaux, notamment les pays de la zone euro, limite la hausse des exportations. Les attaques contre des navires marchands en mer Rouge ont eu une incidence sur les fabricants en perturbant l'approvisionnement de certains intrants au début de 2024, provoquant des retards de production et de livraison dans certains secteurs, notamment l'ameublement et la foresterie. En raison du durcissement des conditions financières mondiales, conjugué à la faiblesse du marché du logement, les risques pesant sur la stabilité financière restent élevés.

Suède



1. Secteur manufacturier.

Source : Statistics Sweden (*Statistikmyndigheten*) ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115 ; et National Institute of Economic Research (*Konjunkturinstitutet*).

StatLink  <https://stat.link/vocakq>

Suède : demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Suède						
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2022)				
PIB aux prix du marché	5 034.9	5.9	2.7	0.0	0.6	2.6
Consommation privée	2 215.2	6.2	2.4	-2.5	1.3	2.9
Consommation publique	1 331.4	2.9	0.0	1.8	0.9	0.7
Formation brute de capital fixe	1 266.3	6.8	6.2	-1.2	-0.9	3.9
Demande intérieure finale	4 813.0	5.5	2.8	-1.0	0.6	2.6
Variation des stocks ¹	- 1.5	0.4	1.1	-1.3	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	4 811.5	5.9	3.9	-2.3	0.2	2.6
Exportations de biens et services	2 205.7	10.8	6.6	3.7	2.6	3.3
Importations de biens et services	1 982.3	11.3	9.7	-0.6	2.0	3.3
Exportations nettes ¹	223.4	0.3	-1.0	2.2	0.4	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.6	6.0	5.6	3.1	2.1
Indice des prix à la consommation ²	—	2.2	8.4	8.5	3.6	2.1
IPC sous-jacent ³	—	1.3	5.8	10.0	4.1	2.1
Indice de prix à la consommation à taux d'intérêt fixes	—	2.4	7.7	6.0	2.3	1.8
Taux de chômage (% de la population active)	—	8.9	7.5	7.7	8.3	8.2
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	15.5	13.0	14.4	16.0	15.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.0	1.2	-0.6	-1.1	-0.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ⁴ (% du PIB)	—	36.8	33.2	31.2	31.8	31.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	7.1	5.4	6.8	7.2	7.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

3. Indice de prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

4. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115.

StatLink  <https://stat.link/vhqj2a>

Les politiques macroéconomiques sont restrictives

La Riksbank a maintenu son taux directeur inchangé à 4 % en mars, soit la troisième pause consécutive depuis novembre 2023. Un assouplissement monétaire est attendu à compter du deuxième trimestre cette année, et les taux directeurs devraient baisser de 150 points de base d'ici la fin de 2025. En 2024, l'orientation budgétaire va rester globalement neutre. Le budget 2024 contient de nouvelles mesures représentant environ 56 milliards SEK (soit 0.9 % du PIB), notamment un allègement des taxes sur l'essence et le gazole, des baisses d'impôts en faveur des retraités, un relèvement des dépenses de défense, des aides ciblées aux collectivités locales fléchées vers les services de santé et d'éducation, et une hausse de l'investissement dans les infrastructures de transport. Ces initiatives devraient être principalement financées par des économies de coûts, en particulier via une utilisation plus efficace des ressources de l'administration centrale et un report de l'indexation des seuils de l'impôt national sur le revenu. En 2025, la politique budgétaire devrait être restrictive, le solde primaire des administrations publiques se réduisant d'environ 0.5 % du PIB potentiel.

L'activité devrait se raffermir dans un contexte de désinflation

L'économie devrait croître au rythme de 0.6 % en 2024 et 2.6 % en 2025. À court terme, l'activité économique sera freinée par les conditions financières strictes. L'inflation corrigée de l'évolution des taux de crédit immobilier (CPIF), indicateur privilégié par la Riksbank, devrait revenir à son objectif vers l'été. La consommation privée devrait gagner en vigueur progressivement, tirée par la hausse des salaires réels et la réduction des charges d'intérêts. L'assouplissement des conditions de crédit et le regain de la demande extérieure dopent l'investissement privé. Il existe un risque que la consommation privée et l'investissement résidentiel soient inférieurs aux prévisions actuelles en cas de glissement plus marqué que prévu des prix de l'immobilier. Le niveau élevé de l'endettement du secteur immobilier commercial constitue un facteur de risque supplémentaire. L'escalade du conflit au Moyen-Orient pourrait provoquer une recrudescence des perturbations des chaînes d'approvisionnement, ce qui nuirait à l'économie suédoise très axée sur les exportations. Une désinflation plus rapide qu'envisagé pourrait accélérer la baisse des taux d'intérêt et donner ainsi un coup de fouet à la reprise économique.

Créer les conditions d'une croissance plus inclusive et plus durable

L'adoption progressive d'une orientation budgétaire quelque peu restrictive est judicieuse actuellement afin de maintenir la trajectoire de désinflation et de se préparer aux tensions à venir sur les dépenses publiques. Compte tenu du vieillissement démographique, il est nécessaire de mobiliser les ressources de main-d'œuvre sous-utilisées, en particulier les travailleurs peu qualifiés, les seniors et les personnes nées à l'étranger. Continuer de transférer la charge fiscale pesant sur le travail vers les impôts périodiques sur la propriété immobilière renforcerait les incitations à travailler et permettrait d'obtenir un dosage fiscal mieux équilibré. À cette fin, on pourrait par exemple aligner les impôts sur les biens immobiliers sur les valeurs de marché et supprimer progressivement les déductions des intérêts des crédits immobiliers. Améliorer les politiques actives du marché du travail grâce à des formations adaptées et des mesures favorisant la reconversion pourrait contribuer à réduire un chômage de longue durée persistant. Assouplir l'encadrement strict des loyers et rationaliser la programmation foncière et les plans d'occupation des sols dynamiseraient l'offre de logements et favoriseraient la mobilité de la main-d'œuvre. Il faudrait réexaminer les allègements des taxes sur l'essence et le gazole afin de promouvoir la transition écologique et d'atteindre les objectifs climatiques.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1
An unfolding recovery

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/69a0c310-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2024), « Suède », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1 : An unfolding recovery*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/d620ce49-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.